

RECRUESCENCE DES ATTENTATS TERRORISTES

Un général parle !

Ancien chef d'état-major de la 1^{re} Région militaire, Abderrazak Maïza sort de sa réserve et s'exprime sans détour sur les questions sécuritaires. Le général à la retraite dit son désaccord avec la politique d'amnistie, s'indigne du sort réservé aux patriotes et affirme que le terrorisme doit également être battu sur le terrain de l'idéologie. Exprime-t-il une opinion personnelle ou parlait-il au nom d'un courant au sein de l'institution militaire ?

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Sans concession aucune, le général à la retraite exprime dans une sortie médiatique ce qu'il pense de la politique d'amnistie générale. Il pense qu'elle est à l'origine d'une grande démobilisation et de la recrudescence du terrorisme.

«L'amnistie au profit des terroristes, le sort réservé aux patriotes et GLD après leur désarmement et, enfin, la mise à l'écart de nombreux acteurs de la lutte antiterroriste qui cumulent une assez longue expérience en la matière et maîtrisent parfaitement le terrain.

Quelques années plus tard, le sentiment de victoire sur le terrorisme a laissé apparaître des réflexes de routine et de laisser-aller chez les forces de sécurité et la population, ce qui a permis aux groupes terroristes de se redéployer sur la scène avec des éléments plus aguerris qui profitent de toutes les brèches», disait-il hier sur les colonnes d'*El Watan*. Révolté par le traitement réservé

aux Groupes de légitime défense (GLD) et aux patriotes, il estime que «des personnes comme Mohamed Gharbi de Souk Ahras, ou Ali Bounab de Timezrit ou encore d'autres hommes très nombreux qui ont répondu à l'appel du pays ne méritent pas d'être rejetés avec autant de mépris. Nous leur devons plus de considération et de respect» et d'ajouter qu'il n'était pas dans l'ordre des choses de traiter les terroristes en héros.

«En parallèle, les terroristes graciés vivent dans une opulence révoltante. Abdelhak Layada, ex-émir du GIA, groupe dont il était membre fondateur, est devenu un intouchable à Baraki, Benaïcha, l'ex-chef terroriste, s'enrichit de plus en plus à Chlef, Madani Mezrag fait de même à Jijel, et Kartali, celui qui a assassiné une petite écolière à Larbaâ, bénéficie de tous les privilèges des autorités. Je ne cite que ceux-là, parce que la liste est trop longue. Comment voulez-vous que les gens ne se

posent pas de questions ? Comment voulez-vous qu'aujourd'hui les gens aident l'Etat à lutter contre le terrorisme ? Il y a comme une remise en cause de l'engagement de tout un pan de la société contre le terrorisme. Ceux qui faisaient de l'Algérie une terre à brûler sont mieux considérés que ceux qui se sont sacrifiés pour leur faire barrage.»

Si le terrorisme redouble d'activité, le général à la retraite y voit plusieurs raisons. «En 2005, le retour des repentis, des prisonniers graciés et des amnistiés dans leurs quartiers a suscité chez la population un sentiment d'incompréhension, mais aussi de malaise. Du coup, la peur s'est installée et avec elle la démobilisation.»

Une démobilisation accentuée par le traitement auquel ont eu droit les patriotes. «Ceux qui constituaient nos yeux et nos oreilles dans les villes et villages ont été désarmés et écartés au même titre que ces cadres de l'armée et de la police, qui étaient à l'avant-garde de la lutte.

Ces derniers ont été soit mutés dans des services internes pour une raison ou une autre, soit carrement mis à la retraite. Leur expérience n'a pas été capitalisée. La majorité de ceux qui les ont rem-



Photo : DR

placés n'ont pas connu le terrain des années 1990» a-t-il déploré.

Exprimant son avis sur ce que devrait être la lutte contre le terrorisme, il estime que «la lutte contre le terrorisme ne relève pas uniquement des forces de sécurité.

Ce malaise social mais aussi ces discours politiques, accusant les patriotes et les GLD tantôt de mercenaires, tantôt de gens recrutés dans la pègre, ont profité à l'occupation du terrain par les groupes terroristes» et de conclure que «la victoire sur le terrorisme

doit se faire non seulement sur le terrain sécuritaire, mais aussi sur le plan idéologique et social. Un Etat fort ne doit laisser aucune partie de son terrain inoccupée. Il doit être en position de force pour rassurer sa population et l'avoir de son côté.

Interprétée comme un recul, toute concession peut être utilisée par les terroristes comme brèche pour réoccuper le terrain, faire des victimes et neutraliser toute volonté de lutte».

N. I.

LE RCD ÉCRIT AU CNT

«Notre soutien à votre mouvement est un devoir»

Le parti de Saïd Sadi écrit aux membres du Conseil national de transition libyen. Dans une lettre qu'il a rendue publique hier, le RCD réitère son soutien au CNT.

«En tant que patriotes algériens luttant pour la promotion démocratique de leur pays, nous vous réitérons notre entière solidarité», écrit le président du RCD qui ajoute que «votre combat, le nôtre et celui que mènent simultanément tous les peuples du Sud renvoient à la même problématique et tendent aux mêmes objectifs nationaux et régionaux : libérer nos pays respectifs de systèmes politiques dominés par des sectes militaires violentes, corrompues et sans perspectives et les engager dans des projets où le citoyen serait à la fois l'arbitre et l'acteur du destin collectif.» Saïd Sadi ajoute que «convaincus que nous sommes condamnés à vivre dans l'intelligence et la solidarité, nous considérons de notre devoir, eu égard à ce que nous avons enduré, de vous faire part des écueils que peut rencontrer une révolution succédant à un ordre politique archaïque qui s'est donné le temps et les moyens de déstructurer et de stériliser la société». Commentant l'actualité en Libye, le RCD «enregistre avec satisfaction les premières déclarations des instances de la révolution libyenne qui en appellent à la sérénité et la tolérance, invitent à s'interdire le recours à la vengeance tout en œuvrant avec détermination à libérer leur nation des entraves du passé. Les démocrates nord-africains sont persuadés que cette lucidité sera rapidement et résolument prolongée par la volonté d'instaurer un climat politique où la liberté, la transparence et la loi permettront à votre pays de se doter d'institutions effectivement représentatives et où tous ses fils pourront s'exprimer, défendre leur opinion et inventer la nouvelle Libye». Le RCD indique au CNT que sa «réussite est un acquis national d'autant plus mérité qu'il a été chèrement payé. C'est dire que si des circonstances politiques nous obligent encore à lutter séparément, nous devons, sous peine de retomber dans des errements suicidaires, avoir toujours à l'esprit qu'il n'y a d'issue durable à nos luttes que dans la synergie de nos efforts. A l'UMA, ce syndicat d'autocrates, nous devons opposer les solidarités convergentes sans faille de nos mouvements» et de conclure : «Vous avez fait le plus dur, vous êtes condamnés à réaliser le plus juste. L'Histoire nous offre l'occasion de conjuguer nos espérances. Vous le savez, il y a longtemps que le RCD travaille au rassemblement des forces démocratiques de notre région.»

N. I.

OUVERTURE DE LA SESSION D'AUTOMNE DU PARLEMENT

Plaidoyer pour les réformes politiques

Le climat semble apaisé entre les présidents des deux chambres du Parlement, après les «piques» lancées par Bensalah à l'encontre de Ziari lors de la clôture de la présente session parlementaire. Le président de l'Assemblée populaire nationale s'est résigné à surseoir à la réplique qu'il désirait ardemment opposer au président du Sénat.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Les discours prononcés d'abord par Abdelaziz Ziari à l'APN et juste après par Abdelkader Bensalah, à l'occasion de l'ouverture solennelle de la session d'automne du Parlement, ont été taillés sur le mode du plaidoyer.

Et, en l'occurrence, c'est la promotion des réformes politiques annoncées par le chef de l'Etat le 15 avril dernier qui a été servie. D'ailleurs, comme pour donner le ton, le président de l'Assemblée populaire nationale n'a pas hésité à qualifier la session parlementaire présente de «session des réformes par excellence». Cadre du Front de libération nationale, parti constituant la pierre angulaire de l'Alliance présidentielle vouée au soutien aux initiatives présidentielles, Abdelaziz Ziari ne pouvait que prêter de la sorte. «C'est la session des réformes profondes qui visent à renforcer l'exercice des libertés individuelles et collectives, à enraciner la culture du pluralisme politique et celle des mœurs démocratiques, avec tout ce qui peut en naître comme formes de progrès.» Ne pouvant résister à la tentation de plaider la cause présidentielle-

le, le président de l'APN a exhorté les députés à faire preuve d'abnégation et à participer pleinement aux travaux du Parlement.

Plus encore, il les a appelés à faire table rase de l'esprit partisan pour faire passer les textes de loi qui devraient servir de lit juridique aux réformes politiques. «Il est essentiel également de ne pas se tromper de nature d'enjeux, comme il est essentiel que l'esprit partisan cède le terrain à l'intérêt national, chaque fois que cela sera indispensable.»

Abdelaziz Ziari, qui a dû noter la défection volontaire et politiquement assumée des parlementaires du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), a chuté sur une large présentation des projets de loi que son institution est appelée à examiner au cours de cette session. Des projets de loi, a-t-il dit, déterminants pour le devenir institutionnel et politique du pays.

Son homologue du Sénat, Abdelkader Bensalah, a usé du même ton pour plaider les réformes politiques annoncées. En prime, lui mettra en exergue sa participation dans la phase de préparation de cet arsenal de loi que son institution



Abdelaziz Ziari.

aura à valider ou à rejeter, après le quitus de l'Assemblée. A l'occasion, il a salué le travail accompli par les conviés aux consultations politiques.

Cependant, contrairement à Abdelaziz Ziari, le président du Sénat n'a pas laissé filer l'opportunité de ce discours inaugural de la session d'automne du Parle-

ment pour dénoncer les derniers actes terroristes qui ont ciblé différentes institutions sécuritaires du pays. Il a rendu un hommage aux services de sécurité qui luttent contre le terrorisme et a affirmé que les attentats ne vont pas remettre en cause ni freiner l'effort de développement national.

S. A. I.

Mechatti soutient la proposition de Benbitour

Au lendemain de la publication dans la presse nationale, dont *Le Soir d'Algérie*, d'une contribution du D'Ahmed Benbitour, intitulée «Lettre-programme à tous ceux qui ont à cœur de sauver l'Algérie», Mohamed Mechatti n'a pas tardé à réagir. Dans une réponse, il apporte son soutien tout en lançant, à son tour, un appel de «détresse». «Patriotes d'hier et d'aujourd'hui, jeunes et moins jeunes, impliquez-vous ! C'est un impérieux devoir. Sauvons notre chère patrie l'Algérie du désastre». Pour Mechatti, l'idée d'une conférence nationale pour le changement est une «nécessité absolument urgente». «C'est la seule solution logique et honnête pour barrer la route à la solution concoctée par le pouvoir du joueur H'mida et comptable H'mida», a-t-il dit.

R. N.